



**AMBASSADE
DE FRANCE
EN FINLANDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Revue de la presse finlandaise

Le service de presse et de communication de l'Ambassade de France en Finlande propose quotidiennement, en français, une revue de la presse finlandaise. Les opinions et les jugements émis dans cette revue de presse ne sauraient engager la responsabilité de l'Ambassade. Cette revue est réalisée à partir de la lecture des titres suivants :

Aamulehti (AL), Helsingin Sanomat (HS), Hufvudstadsbladet (Hbl), Iltalehti (IL), Ilta-Sanomat (IS), Kaleva, Kanava, Kansan Uutiset (KU), Kauppalehti (KL), Keski-suomalainen (KS), Nykypäivä (NP), Suomen Kuvalehti (SK), Suomenmaa (SM), Turun Sanomat (TS), Demokraatti (Dem).

Vendredi 6 juin 2025

Conférence des Nations Unies sur les océans	2
La ministre de l'Environnement et du Climat Sari Multala en France pour la Conférence des Nations Unies sur les océans – L'objectif : une action rapide et efficace pour la protection des océans	2
Politique étrangère et européenne	2
Interview de la commissaire Henna Virkkunen : « L'Europe est la cible d'une attaque russe massive »	2
Réunion des ministres de la Défense des pays de l'OTAN	4
La Finlande soutient la proposition de Rutte de 5 % du PIB dans la défense	4
Analyse	4
Un objectif irréaliste de l'OTAN est désormais en train de se réaliser et c'est en partie une illusion	4
La Finlande, la Suède, la Norvège et le Danemark participeront à la flotte d'avions de transport MRTT de l'OTAN	5
Frontière orientale	6
Analyse	6
Une loi dont les objectifs ont changé	6
Des chercheurs affirment que la Russie pourrait surprendre la Finlande – Les députés finlandais répondent que la Finlande est bien préparée	7
Entreprises	7
Création d'un « Forum de résilience » pour les entreprises	7
Social – Transport aérien	8
Le syndicat du personnel des services au sol de Finnair a donné de nouveaux préavis de grève pour les 11, 17 et 19 juin	8
Le ministre Joakim Strand s'inquiète pour Finnair	8

Conférence des Nations Unies sur les océans

La ministre de l'Environnement et du Climat Sari Multala en France pour la Conférence des Nations Unies sur les océans – L'objectif : une action rapide et efficace pour la protection des océans

Communiqué du ministère de l'Environnement

La troisième Conférence des Nations Unies sur les océans, qui se tiendra du 9 au 13 juin 2025 à Nice, vise à soutenir l'Objectif de développement durable des Nations Unies, qui concerne la protection et l'exploitation durable des océans et de leurs ressources naturelles. La ministre de l'Environnement et du Climat, Sari Multala, participera à la conférence du 9 au 10 juin.

La conférence vise à promouvoir une action rapide et efficace pour protéger les océans et promouvoir une exploitation durable. Elle réunira les plus hauts dirigeants des États membres de l'ONU, des représentants gouvernementaux, des instituts de recherche, des acteurs régionaux, des représentants du secteur privé et de la société civile, ainsi que des bailleurs de fonds. La conférence devrait se conclure par l'adoption d'une déclaration de haut niveau sur les actions visant à protéger les océans.

« Les océans sont en crise en raison du changement climatique, de la dégradation des habitats, de la pollution et de la surexploitation des ressources marines. Ces défis doivent être relevés simultanément », déclare Sari Multala.

« La protection et l'exploitation durable des océans nécessitent l'engagement des États, un financement suffisant et des informations scientifiques pour soutenir ces actions », estime la ministre.

La conférence encourage les gouvernements, les ONG, le secteur privé et les autres parties prenantes à participer activement à la protection des océans. Dans ses discours, la Finlande soulignera son ferme soutien à la coopération internationale et la nécessité de réduire le transfert de nutriments et de substances nocives de la terre vers la mer, phénomène souvent éclipsé par d'autres problèmes sur la scène internationale. La Finlande organisera également un événement parallèle sur ce phénomène. Par ailleurs, la recherche marine et l'océanographie, ainsi que l'exportation de l'expertise maritime finlandaise, seront les priorités de la Finlande lors de la conférence.

Lors de la réunion, la Finlande s'efforcera de promouvoir la ratification du nouveau traité des Nations Unies sur la haute mer, afin que celui-ci puisse entrer en vigueur dans les meilleurs délais. Le traité permet de créer des aires protégées dans des zones marines qui n'appartiennent à aucun État. Ces zones représentent les deux tiers de la superficie marine mondiale. L'objectif mondial est de protéger 30 % des océans d'ici 2030.

La Finlande entend également promouvoir à Nice les négociations sur un traité international sur le plastique, qui devraient s'achever en août à Genève.

<https://valtioneuvosto.fi/-/1410903/ministeri-multala-matkaa-yk-n-valtamerikonferenssiin-ranskaan-tavoitteena-nopeat-ja-tehokkaat-toimet-merten-suojeluseksi>

Politique étrangère et européenne

Interview de la commissaire Henna Virkkunen : « L'Europe est la cible d'une attaque russe massive »

Dans un entretien accordé à Kauppalähti, la vice-présidente de la Commission européenne, Henna Virkkunen, explique ce qui est le plus crucial pour la sécurité européenne.

Plusieurs experts et autorités estiment qu'une fois la paix rétablie en Ukraine ou le conflit gelé, la menace russe pour la Finlande et les pays baltes s'intensifiera.

Selon la vice-présidente de la Commission européenne, Henna Virkkunen, « l'Europe est déjà la cible d'une attaque russe massive ».

« Nos infrastructures critiques sont détruites, les migrants sont repoussés vers nos frontières extérieures, les signaux GPS sont perturbés et nous sommes constamment confrontés à diverses formes de désinformation et de propagande », déclare Virkkunen.

Selon elle, « l'influence russe est véritablement massive, notamment dans de nombreux pays d'Europe de l'Est. »

Virkkunen affirme que la Roumanie a enregistré environ 20 fois plus de désinformation que lors des élections au Parlement européen organisées dans l'ensemble de l'Union l'année dernière.

Elle assure que l'UE dispose des moyens de lutter contre l'influence russe, notamment grâce au nouveau règlement sur les services numériques, qui oblige les plateformes numériques à coopérer pour lutter contre les contenus illicites. « Par exemple, en Roumanie, toutes les plateformes numériques ont rencontré les autorités locales et les ONG, et on a constaté qu'elles n'étaient ni exploitées ni manipulées. »

Selon Virkkunen, TikTok a recruté 140 roumanophones supplémentaires pour modérer les plateformes et supprimer les contenus illégaux. « Un travail important a été réalisé en Roumanie. »

Selon Virkkunen, l'ingérence russe dans les élections est encore plus grave dans les pays non encore membres de l'UE, comme la Moldavie. « Ces pays sont la cible constante d'une désinformation massive », affirme Virkkunen.

Elle précise que l'UE se prépare à soutenir la Moldavie lors des élections de septembre.

Selon Virkkunen, l'enjeu le plus crucial et le plus décisif pour la sécurité européenne est la manière dont la paix sera instaurée en Ukraine et le type de paix qu'elle apportera. « Cela déterminera certainement l'avenir de l'Europe pour les décennies à venir », affirme-t-elle.

Le soutien américain à l'Ukraine étant devenu plus incertain depuis l'arrivée au pouvoir de Donald Trump, nombreux sont ceux qui espèrent que l'Europe sera plus capable d'agir. « Bien sûr, l'Europe doit également assumer davantage de responsabilités à cet égard », dit Virkkunen.

Elle juge positives les annonces de nouveaux investissements dans la défense et la sécurité faites par les États membres de l'UE ces dernières semaines et ces derniers mois. « C'est le type de changement nécessaire pour que nous puissions soutenir l'Ukraine. »

Pour renforcer la sécurité de la Finlande, Virkkunen estime que le plus important est que le reste de l'Europe s'équipe également. « Il est crucial que les pays investissent dès maintenant massivement dans la défense. L'objectif de la Commission est d'encourager les États membres à investir davantage, y compris ensemble », déclare Virkkunen.

La Finlande a récemment évoqué le centre de données TikTok qui sera établi à Kouvola et les risques potentiels pour la sécurité qui y sont associés. Les autorités chinoises sont soupçonnées d'avoir accès aux données des utilisateurs européens.

Virkkunen rappelle que début mai, l'Autorité irlandaise de protection des données a infligé une amende de 530 millions d'euros à TikTok pour violation de la réglementation européenne sur la protection des données, après avoir constaté que certaines données d'utilisateurs européens étaient stockées sur des serveurs situés en Chine.

Selon la décision des autorités irlandaises, TikTok n'était pas en mesure de garantir que les autorités chinoises n'auraient pas accès aux données. L'entreprise a nié ces allégations.

Virkkunen affirme que l'Europe s'est jusqu'à présent montrée « très ouverte aux investissements étrangers dans les centres de données », mais que désormais, tous les investissements et initiatives doivent être évalués sous l'angle de la sécurité, plus que jamais. « C'est pourquoi il est absolument nécessaire de toujours évaluer ce type d'investissement. »

La Commission mettra à jour sa législation sur la cybersécurité à l'automne, ce qui permettra d'examiner les risques de sécurité des infrastructures TIC de manière plus large qu'auparavant. Jusqu'à présent, l'accent a principalement été mis sur les infrastructures 5G.

Selon Virkkunen, il ne devrait y avoir aucun fournisseur à haut risque dans les parties critiques des réseaux 5G. Les entreprises chinoises Huawei et ZTE figurent parmi ces entreprises.

Virkkunen refuse de répondre directement à la question de savoir si les Finlandais ont des raisons de s'inquiéter des centres de données de TikTok.

« C'est une bonne chose que la situation soit évaluée sous plusieurs angles », répète-t-elle. « Notre législation exige que les données des Européens soient stockées en toute sécurité », souligne Virkkunen.

KL

Réunion des ministres de la Défense des pays de l'OTAN

La Finlande soutient la proposition de Rutte de 5 % du PIB dans la défense

Le gouvernement finlandais soutient la proposition du secrétaire général de l'OTAN selon laquelle les pays de l'OTAN devront investir 5 % du PIB dans la défense à l'avenir, a déclaré jeudi à Bruxelles le ministre de la Défense, Antti Häkkinen.

Sur ce montant, 3,5 % seraient consacrés aux dépenses de défense dites « dures » et 1,5 % aux investissements en faveur de la défense et de la sécurité, tels que les investissements dans les infrastructures ou l'industrie.

Selon Häkkinen, la position de la Finlande a fait l'objet de discussions approfondies en Finlande. La question a été abordée avec les partis représentés au Parlement et les principales commissions du Parlement. De plus, deux événements ont été organisés à ce sujet pour tous les députés.

Häkkinen n'a pas pris position sur la date à laquelle la Finlande estime que le nouvel objectif de dépenses devrait être atteint. Selon lui, les détails sont encore en discussion.

« La position de la Finlande, à un niveau élevé, est que nous savons que la Russie, avec ses alliés, représente une nouvelle menace suite à la guerre en Ukraine. C'est pourquoi nous devons agir rapidement », a déclaré Häkkinen.

Il a également rappelé que les États-Unis déplacent leur puissance de l'Europe vers l'Asie.

Selon Häkkinen, la proposition de Rutte a reçu un « soutien fort et large ».

HS

Analyse

Un objectif irréaliste de l'OTAN est désormais en train de se réaliser et c'est en partie une illusion

Les pays de l'OTAN tentent de satisfaire le président américain Trump avec un objectif de dépenses précédemment jugé irréaliste et désormais réalisable, écrit Elina Kervinen, du Helsingin Sanomat.

Lorsque le président américain Donald Trump a annoncé, au début de l'année, que les pays de l'OTAN devraient consacrer 5 % de leur PIB à la défense, cela a suscité l'incrédulité.

En Finlande, on a jugé cet objectif irréaliste, perçu comme une manœuvre de négociation visant à trouver un compromis.

Jeudi, lorsque les ministres de la Défense de l'OTAN se sont réunis à Bruxelles pour préparer le sommet de La Haye, le ton était différent : le niveau de 5% ne semblait plus impossible, et seules quelques voix dissonantes se sont fait entendre publiquement.

L'objectif peut être atteint, à condition, bien sûr, de faire preuve de créativité ou d'utiliser un artifice mathématique.

Le secrétaire général de l'OTAN, Mark Rutte, a confirmé que 3,5 % des 5 % seraient désormais investis dans les dépenses de défense « dure ». Les 1,5 % restants seraient consacrés à d'autres dépenses de défense, comme les infrastructures ou les investissements liés à la défense.

Le résultat final serait une augmentation significative des dépenses de défense dure par rapport au minimum actuel de 2 %, et Trump obtiendrait ce qu'il voulait.

Aux yeux des dirigeants de l'OTAN, cela permettrait avant le sommet de La Haye de dissiper le mécontentement de Trump et les conflits qui ont déchiré l'alliance.

Lorsqu'ils parlent de pourcentages et de dépenses, les responsables politiques ont tendance à nous rappeler qu'en réalité, il faudrait plutôt se concentrer sur le type de capacités de défense que l'argent permettra de fournir.

C'est vrai.

Il est encore assez difficile d'avoir ce débat public, car les informations sur les besoins estimés des pays pour améliorer leur défense sont largement confidentielles, pour des raisons tout à fait compréhensibles.

En d'autres termes, les experts, les journalistes ou les citoyens ne peuvent évaluer la pertinence des nouveaux investissements colossaux en matière de défense ni les lacunes précises actuellement comblées dans la défense de l'OTAN.

On sait que les pays de l'OTAN ont approuvé jeudi de nouveaux « objectifs de performance ». En pratique, ces objectifs désignent précisément les capacités militaires que les pays doivent posséder pour mettre en œuvre les nouveaux plans de défense de l'OTAN et l'utilisation des fonds.

Au niveau de l'Alliance, on sait que des besoins importants existent, par exemple en matière de défense aérienne, d'armes à longue portée, de logistique et de forces terrestres importantes.

On sait également que les nouveaux objectifs sont environ 30% plus stricts que les précédents. Cela signifie que les pays sont tenus de réaliser des investissements importants et rapides, sur une période de cinq à dix ans.

La tâche n'est pas aisée.

Un haut responsable de l'OTAN a estimé, lors d'une discussion de fond, que les pays n'avaient atteint leurs objectifs précédents qu'à 60 ou 80 %. À cela s'ajouteront désormais de nouveaux objectifs plus ambitieux, exigeant encore davantage.

En matière de financement, la difficulté des objectifs dépend en fin de compte des pourcentages calculables et du calendrier à respecter.

Il n'existe toujours pas de consensus sur ce point.

Un soutien existe, notamment en Europe du Nord, en faveur d'un calendrier rapide, soit à l'horizon 2030. Certains pays souhaitent un calendrier plus souple.

Pour la Finlande, par exemple, un objectif de 3,5 % représenterait une facture supplémentaire d'un peu plus de 1,5 milliard d'euros, en plus des dépenses précédemment décidées, selon les estimations du ministère des Finances. C'est plus que, par exemple, le budget total du ministère des Affaires étrangères cette année.

On ne dispose pas encore d'informations sur la définition d'un montant plus restreint d'investissements en faveur de la défense.

Cependant, on sait que les actions déjà menées par les pays pourraient être prises en compte dans le calcul. Autrement dit, il ne s'agirait pas nécessairement de nouveaux fonds. La Finlande, par exemple, s'en sortirait probablement assez facilement, car elle réalise déjà des investissements considérables dans ce que l'on appelle sa défense nationale globale.

En fin de compte, tant les fonds que les capacités militaires déterminent la manière dont l'Europe se prépare à assumer la responsabilité de sa propre défense dans un contexte d'instabilité et quand les États-Unis devraient réduire leur présence en Europe.

Le discours a changé : le fardeau n'est plus partagé, mais transféré à l'Europe. Le message clair est que la dépendance vis-à-vis des États-Unis doit finir, comme l'a souligné le secrétaire américain à la Défense, Pete Hegseth, lors de la réunion de jeudi.

L'OTAN et les États-Unis ont tous deux tenté d'assurer que les États-Unis ne se retireraient pas brutalement, mais se coordonneraient avec l'Europe. Néanmoins, il est toujours impossible d'exclure des actions soudaines de Trump. Dans le même temps, la menace russe ne diminue pas. L'Europe n'a donc pas le temps d'attendre.

HS

La Finlande, la Suède, la Norvège et le Danemark participeront à la flotte d'avions de transport MRTT de l'OTAN

Jeudi 5 juin, les ministres de la Défense de la Finlande, de la Suède, de la Norvège et du Danemark ont signé une lettre d'intention relative à la participation à la flotte multinationale d'avions de ravitaillement et de transport multirôles (MRTT) de l'OTAN, lors des réunions des ministres de la Défense des pays de l'OTAN.

Cette lettre d'intention vise à développer la coopération entre les pays dans le cadre de la flotte d'avions multirôles existante, par exemple en matière de renforcement des capacités de ravitaillement en vol, de transport aérien stratégique et d'évacuation sanitaire.

« Depuis l'adhésion de la Finlande et de la Suède à l'OTAN, la Coopération nordique de défense s'est élargie pour inclure des domaines relevant de la dissuasion et de la défense conjointes de l'OTAN. Cela renforcera et complétera les capacités de défense des pays nordiques ainsi que de l'ensemble de la zone euro-atlantique », a déclaré le ministre de la Défense, Antti Häkkinen.

La Finlande assure cette année la présidence de la Coopération nordique de défense (NORDEFCO).

https://valtioneuvosto.fi/-/suomi-ruotsi-norja-ja-tanska-osallistuvat-naton-mr-tilin-kuljetuslentokonelaivueeseen?language=en_US

Frontière orientale

Analyse

Une loi dont les objectifs ont changé

Lors de la création de la loi sur la sécurité à la frontière, le gouvernement avait évoqué la réouverture de la frontière, mais aujourd'hui, cette question est complètement ignorée, écrit Aino Heikkonen, journaliste spécialisée sur la frontière orientale, qui souligne que la sécurité est primordiale en ces temps difficiles.

En vertu de la loi, la Finlande peut, dans des circonstances exceptionnelles, refouler à sa frontière les personnes cherchant à entrer sur son territoire sans possibilité de demander l'asile. Cette loi a été promulguée après que la Russie, qui mène une guerre brutale en Ukraine, a attiré des migrants à sa frontière. La Finlande considère que l'entrée instrumentale constitue une attaque hybride.

La loi est entrée en vigueur pour un an, mais le Parlement vient de prolonger sa validité jusqu'à fin 2026. Elle n'a jamais été appliquée.

La loi elle-même est inchangée depuis un an, mais à la lecture des justifications avancées au fil des ans, un élément saute aux yeux.

Il y a tout juste un an, la loi qui permet le refoulement était envisagée comme une alternative possible à une fermeture complète de la frontière. La proposition du gouvernement estimait qu'une telle loi pouvait garantir la liberté de circulation des personnes, la protection de la vie familiale et la réalisation de l'intérêt supérieur de l'enfant. Il a également été mentionné que la réouverture du passage régulier des frontières favoriserait, par exemple, les droits des étrangers étudiant en Finlande ou possédant des biens immobiliers. À cet égard, les effets de la loi avaient été jugés positifs. « La fluidité du passage des frontières est également importante pour l'économie et le bien-être finlandais. Permettre le passage des frontières à des personnes autres que les demandeurs d'asile peut avoir des effets économiques positifs significatifs sur les entreprises, telles que les opérateurs de transport, les entreprises touristiques et les secteurs connexes », était-il écrit dans les motivations du gouvernement.

L'année dernière, le Premier ministre Petteri Orpo et le président Alexander Stubb ont tous deux évoqué la possibilité d'ouvrir les postes frontières grâce à cette loi d'urgence. Le ministre de l'Éducation, Anders Adlercreutz, a annoncé, en tant que président de son parti, que le maintien de la fermeture des frontières serait la pire option du point de vue des droits humains. C'est pourtant ce qui a été décidé. Les points de passage de la frontière orientale sont restés fermés. Seuls les trains de marchandises circulent.

Aujourd'hui peu de personnes se prononcent même en faveur de l'ouverture des frontières. Ce n'est pas étonnant, car par le simple fait d'aborder ce sujet vous devenez facilement taxé de complicité de la Russie.

Pourtant, dans une démocratie occidentale il devrait être possible d'examiner les questions difficiles. Si nous ne le faisons pas, nous nous éloignerons encore davantage des valeurs sur lesquelles repose la société finlandaise.

Il est clair que la Russie, qui méprise le droit international, mène une guerre d'agression condamnable, et ses actions ne respectent pas les droits de l'homme.

En Finlande, ce devrait être le cas. Et pourtant les familles, les étudiants et les entrepreneurs sont ignorés.

Désormais, la sécurité a pris le pas sur tout, dès lors qu'en face il y a une Russie imprévisible.
HS

Des chercheurs affirment que la Russie pourrait surprendre la Finlande – Les députés finlandais répondent que la Finlande est bien préparée

L'Europe n'est pas suffisamment préparée à une attaque surprise de la Russie, écrivaient Oleg Dunda, député ukrainien, et Timo Hellenberg, expert en politique de sécurité, dans leur article publié dans Helsingin Sanomat. Hellenberg et Dunda estiment que l'Europe n'est pas suffisamment préparée à un scénario où, par exemple, une tentative de prise de contrôle des pays baltes serait lancée par une attaque rapide.

Quelle est la situation en Finlande ? La Finlande est-elle préparée à l'éventualité d'une attaque surprise de la Russie ?

La réponse de Jukka Kopra, président du groupe parlementaire du Parti de la coalition nationale, est sans ambiguïté : « Oui »

Kopra a présidé la commission parlementaire de la défense jusqu'à la mi-mai. Selon lui, les capacités de défense finlandaises sont bien développées depuis longtemps. Actuellement, la plupart des troupes de la Russie sont occupées en Ukraine.

« Il serait sage de ne pas dresser de tableaux catastrophiques », ajoute-t-il.

Mikko Savola, vice-président de la commission de la défense et membre du Parti du centre, est d'accord. « Il n'y a aucune raison de paniquer. La Finlande est préparée depuis de nombreuses années », déclare-t-il.

Savola affirme que la défense finlandaise a récemment été renforcée, notamment grâce aux forces FLF de l'OTAN.

Savola et Kopra estiment tous deux que le retrait du traité d'Ottawa interdisant les mines antipersonnel renforcera la défense de la frontière orientale.

Dans le rapport de la commission de la défense de mercredi, qui porte sur le rapport de défense, la Finlande a également été invitée à développer la guerre des drones.

Les députés sont plus sceptiques quant à la proposition de Dunda et Hellenberg d'établir une zone tampon de 30 kilomètres à la frontière. L'article suggérerait la création d'une zone près de la frontière, où les habitants bénéficieraient, entre autres, d'une formation pour l'évacuation.

« Il est nécessaire de disposer de capacités de fortification, mais je pense que la formation à la préparation devrait être organisée pour l'ensemble de la société. Pas seulement près de la frontière », souligne Savola, avant d'ajouter : « Il est important que les zones frontalières restent peuplées. La meilleure sécurité est d'avoir des yeux et des oreilles. »

Kopra estime également que la préparation ne doit pas se limiter à une zone spécifique. Il a déjà proposé l'organisation d'un cours de défense nationale pour les élèves de dernière année du collège. « Ces questions préoccupent les jeunes et il serait donc important de les aborder. Ce cours permettrait de revoir les principes de la défense nationale et d'apprendre à agir en situation de crise », précise Kopra.

L'ancien ambassadeur Mikko Hautala avait également proposé de fortifier la frontière orientale dès 2023.

La Finlande met déjà tout en œuvre pour la défense des pays baltes, estiment Kopra et Savola. La principale tâche consiste à sécuriser la frontière extérieure de 1 300 kilomètres entre la Finlande et l'OTAN. En fin de compte, la manière dont la Finlande soutient les pays baltes est déterminée par le plan de défense de l'OTAN, rappelle Kopra.

HS

Entreprises

Création d'un « Forum de résilience » pour les entreprises

Le patronat de l'industrie de la technologie Teknologiateollisuus est en train de créer un réseau de résilience pour les entreprises. Le « Forum de résilience » unira des acteurs provenant des entreprises membres de Teknologiateollisuus, des ministères et de l'Agence nationale pour la sécurité des approvisionnements.

Selon Teknologiateollisuus, la création d'un réseau de résilience est nécessaire car la situation des entreprises finlandaises a changé : la géopolitique est devenue une partie de la vie quotidienne des entreprises, la politique de l'industrie et la politique étrangère sont liées et des décisions doivent être prises en période d'incertitude.

L'objectif du forum sera de produire des analyses avec différents scénarios, identifier des points de faiblesse dans les chaînes de valeur et formuler des recommandations politiques. Selon la directrice de Teknologiateollisuus, Minna Helle, l'objectif est également d'aider la Finlande à travers les entreprises.

Kauppalehti

Social – Transport aérien

Le syndicat du personnel des services au sol de Finnair a donné de nouveaux préavis de grève pour les 11, 17 et 19 juin

Le syndicat du personnel des services au sol de Finnair, IAU, a donné deux nouveaux préavis de grève pour les 17 et 19 juin.

Selon Finnair, plus de 600 vols sont prévus pour ces deux jours, dont la plupart devront être annulés.

Les grèves de 4 heures qui auront lieu à l'aéroport d'Helsinki-Vantaa affecteront par exemple le chargement des bagages, les services de restauration et la réparation des avions.

Un préavis de grève a également été donné pour le 11 juin, mais Finnair a annoncé pouvoir probablement assurer tous les vols ce jour-là.

HS

Le ministre Joakim Strand s'inquiète pour Finnair

Le ministre des Affaires européennes et de la gouvernance des entreprises publiques Joakim Strand (Parti populaire suédois) estime que la situation de Finnair concernant les négociations salariales qui se prolongent est « très regrettable ».

« Cette situation de conflit qui se prolonge jouera sur la capacité de la compagnie de faire des profits, et dans le long terme, dans sa capacité d'investir. J'appelle à toutes les parties à se mettre d'accord au plus vite », a dit Strand.

L'État finlandais détient 55,7 % de Finnair. Strand rappelle que l'État n'a pourtant pas de rôle dans les négociations salariales.

« Pour l'État, la compagnie est importante. L'intérêt stratégique de Finnair est de développer et maintenir les connexions aériennes internationales de la Finlande », a dit Strand.

Le ministre n'a pas voulu donner de commentaire sur la question de savoir si l'État pourrait à un moment donné réduire son degré de participation dans Finnair : « Cette discussion n'est pas d'actualité ».

En revanche, Strand est ouvert à l'idée de soutenir Finnair financièrement, si la survie de la compagnie était en jeu. Pendant la pandémie, l'État a soutenu Finnair par environ 700 millions d'euros.

« La Finlande est une île, loin du reste de l'Europe, peu peuplée avec un potentiel de marché limité », dit Strand. « La marque de Finnair est toujours bonne. J'espère qu'on pourra rétablir l'image de la compagnie comme une entreprise fiable très bientôt. »

TS